

Plaidoyer parlementaire en faveur des pesticides

A la veille de l'examen du Grenelle 2, deux élus insistent sur l'intérêt économique des produits phytosanitaires



A la veille de l'examen à l'Assemblée nationale, du 4 au 7 mai, du projet de loi Grenelle 2, le rapport " Pesticides et santé ", rendu public mercredi 28 avril par l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst), risque de renforcer l'inquiétude des défenseurs de l'environnement qui craignent que le gouvernement revoit à la baisse ses promesses.

Les deux rapporteurs, le député UMP de la Manche Claude Gatignol, vétérinaire, et le sénateur UMP de la Marne, Jean-Claude Etienne, professeur de médecine, pointent ainsi les risques que ferait courir " à un pan entier de notre économie " la mise en oeuvre de l'un des engagements du Grenelle de l'environnement : la division par deux de l'utilisation des pesticides d'ici à 2050.

Cet objectif aurait, selon eux, pour conséquences " *une plus grande sensibilité des cultures aux aléas parasitaires et donc une probable diminution des rendements ; une hausse des prix agricoles ; la possible disparition de nombreuses productions de fruits et légumes ; et des phénomènes de résistance des ravageurs.* " A quoi s'ajoute, selon MM. Gatignol et Etienne, " *un signe négatif pour la recherche* ". Les deux parlementaires " *souhaitent rappeler les bénéfices de l'usage des pesticides et invitent les pouvoirs publics à anticiper les conséquences d'une diminution trop brutale de l'utilisation des pesticides en France.* "

Evoquant les perspectives de croissance de la population mondiale, " *qui devrait, selon les projections, atteindre 9 milliards de personnes en 2050* ", le rapport estime nécessaire " *un accroissement des capacités de production* ". " *Comme le potentiel d'extension des terres cultivables est limité, le recours à des méthodes culturales adaptées intégrant une utilisation optimisée des produits phytopharmaceutiques semble inévitable* ", indiquent les rapporteurs.

Ces impératifs économiques liés à la sécurité alimentaire mondiale, sont d'autant plus à prendre en considération que les risques sanitaires des pesticides ne seraient pas avérés, selon le rapport : " *Aucune étude scientifique n'est en mesure aujourd'hui de faire, chez l'homme, un lien entre la consommation d'aliments issus de l'agriculture conventionnelle qui utilise des produits phytopharmaceutiques - terme préféré par les auteurs à celui de " pesticides " -, et la survenue de maladies.* "

Ce que conteste André Cicoella, du Réseau environnement santé. Les deux élus soulignent qu'" *en revanche, la sécurité sanitaire des aliments est dans certains cas renforcée grâce à l'emploi de pesticides.* "

Claude Gatignol et Jean-Claude Etienne reconnaissent toutefois que " *l'exposition de la population générale aux pesticides est très peu et mal mesurée* ". Ils trouvent " *novatrice* " l'étude menée par l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (Afssa) " *afin de mieux évaluer l'exposition réelle aux pesticides par le biais de l'alimentation* ".

Rappelant que " *l'usage des produits phytopharmaceutiques est d'ores et déjà très sérieusement limité et encadré* " en France comme au sein de l'Union européenne, les rapporteurs affirment qu'un dépassement de la limite maximal de résidus (LMR), fixée pour chaque fruit et légume, " *n'est pas obligatoirement synonyme d'un risque, mais qu'il atteste d'un non-respect d'une bonne pratique agricole* ".

▼ LA FRANCE, PREMIER UTILISATEUR EUROPÉEN

Ventes En France, environ 90 % des 78 600 tonnes de pesticides vendues en 2008 ont servi à des usages agricoles.

Les ventes baissent mais l'Hexagone reste le premier consommateur de pesticides en Europe et le quatrième au niveau mondial derrière les Etats-Unis, le Brésil et le Japon. Le rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (Opecst) estime que, " *rapportée à la consommation moyenne de pesticides par hectare cultivé, la France se place dans une position moyenne* ".

Utilisation La culture des céréales à paille, du maïs, du colza et de la vigne occupait, selon un rapport officiel publié en 2005, moins de 40 % de la surface agricole nationale mais utilisait près de 80 % des pesticides vendus en France chaque année.

[-] fermer

En présentant les données sur les liens entre pesticides et cancer passés en revue dans le rapport, Claude Gaignol évoque des *" résultats très contrastés. "* Le rapport cite ainsi le docteur Pierre Lebailly, qui dirige avec Isabelle Baldi la plus grande étude épidémiologique mondiale - l'enquête française Agrican - sur les liens éventuels entre pesticides et cancer : *" Diverses études internationales s'accordent pour dire que globalement - le risque de cancer - est moindre chez les agriculteurs qu'au sein de la population générale. Cependant, ces mêmes études indiquent que, pour certains types de cancers, mortalité et incidence - nouveaux cas - sont supérieurs. "*

C'est le cas pour les cancers de la prostate, du cerveau, des lèvres ou les lymphomes. De même, les agriculteurs développent plus de maladies respiratoires, de troubles de la reproduction ou de troubles neurologiques (maladies de Parkinson ou d'Alzheimer). Pour MM. Gaignol et Etienne, le principal problème pour y voir plus clair est *" la multiplicité des facteurs pouvant induire des symptômes identiques "*.

Les deux auteurs estiment que *" les craintes ressenties par la population française à l'égard des pesticides ne doivent (...) pas être ignorées "*. L'évaluation des risques perçus *" constitue, selon eux, un élément de plus en plus important de la prise de décision "*.

Parmi les recommandations du rapport figurent notamment le renforcement de la surveillance épidémiologique de la population générale, avec la mise en place de registres départementaux des cancers, et l'amélioration de *" l'information, la formation et la qualification des professionnels "*.

Porte-parole du Mouvement pour les droits et le respect des générations futures (MDRGF), François Veillerette déplore que ce rapport développe *" des thèses très proches de celles des industriels et se livre à une attaque en règle contre le plan de réduction de l'utilisation des pesticides "* du Grenelle de l'environnement.

Paul Benkimoun

© Le Monde

◀ **article précédent**

Le pétrole brûlé pour...

article suivant ▶

Une journée mondiale pour sauver...